

Face à la rue, Michel I^{er} maintient le cap

- Les syndicats des services publics ont protesté contre la "suédoise", mardi.

- A la SNCB, la grève se poursuit côté francophone. Bras de fer avec la direction.

- Le Premier ministre appelle à la discussion. Quant à la N-VA, elle attend.

Mobilisation en ordre dispersé

Au lieu de se montrer unis face à la politique menée par le gouvernement fédéral, les syndicats des services publics ont agi en ordre dispersé, mardi. De la manifestation en front commun annoncée à Bruxelles, il n'est resté qu'un défilé tout vert, la couleur du syndicat chrétien, à peine égayé de quelques minuscules tâches rouges (socialistes) et bleues (libéraux). La seule CSC est tout de même parvenue à rassembler entre 7 500 (source policière) et 12 000 (source syndicale) fonctionnaires: des enseignants, des postiers, des cheminots, des pompiers venus, c'est à souligner, tant du nord que du sud du pays.

La CGSP, qui devait initialement prendre part à ce rassemblement, a préféré sortir une arme syndicale d'un calibre supérieur, en déclenchant une grève d'une journée dans les services publics au sud du pays et en organisant des manifestations "en province". Lesquelles ont rassemblé 1 500 personnes à Mons, 1 000 à Gand, 400 à Wavre et 350 à Namur. Les actions du syndicat socialiste ont paralysé le rail et les bus wallons, perturbé

les transports en commun bruxellois et certaines écoles ou crèches. Mais la situation est restée normale dans les aéroports.

"Au travail", dit Charles Michel

Si des divergences sont apparues sur la forme prise par les actions, les motifs du mécontentement restent les mêmes dans l'ensemble des syndicats: coupes sombres dans les services publics, attaques contre la pension des fonctionnaires, absence d'une véritable concertation sociale... "Nous allons faire crever ce gouvernement qui ne nous entend pas", a lâché, face aux manifestants bruxellois, le leader de la CSC-Enseignement Eugène Ernst, furieux que l'on "réduise de 15 % la pension des profs".

Un peu plus tard, le Premier ministre répondait aux manifestants et grévistes, dans un communiqué intitulé "Au travail", que les réformes menées par son gouvernement sont "indispensables pour garantir le financement durable de nos solidarités" et qu'il reste "ouvert au dialogue et à la concertation".

L.G.

"Faire la grève et exiger le retrait de toutes les réformes n'est pas réaliste."

PIETER TIMMERMANS

"D'autres pays nous ont précédés avec succès dans la réforme du chômage, de la pension, du travail... S'ils ont pu le faire, pourquoi pas nous?", demande le patron de la Fédération des entreprises de Belgique.

Épinglé

Les examens reprogrammés en cas de grèves?

Soutien. La grève à la SNCB et sur certaines lignes de bus se prolonge en pleine session d'examens pour les étudiants. Ecolo a dès lors souhaité mettre sur la table du gouvernement de la

Fédération Wallonie-Bruxelles une proposition pour défendre à l'avenir l'intérêt de ces étudiants qui ne pourraient rejoindre leur lieu d'examen en cas d'événements extérieurs imprévisibles.

Réflexion annoncée. S'inspirant d'une proposition de la Fédération des étudiants francophones (la Fef), Ecolo souhaite que des solutions structurelles (comme des reprogrammations des examens)

soient garanties aux étudiants. Si le MR souhaite également voir émerger de telles solutions, le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), a annoncé l'ouverture d'une telle réflexion. Mais celle-ci devra se faire de manière "globale". "Trouver des solutions dans la précipitation risque de créer des problèmes d'organisation encore plus importants", précise son cabinet. **BdO**

La CGSP annonce des services publics perturbés jusqu'à l'automne

Déchaînée. La Centrale générale des services publics (CGSP) est passée à la vitesse supérieure dans sa mobilisation contre le gouvernement N-VA/MR/CD&V/Open VLD. Du moins sa branche francophone: les régionales wallonne et bruxelloise ont décidé de se lancer dans des actions de longue durée. Cela ne signifie pas que tous les fonctionnaires affiliés au syndicat socialiste vont se croiser les bras jusqu'à l'automne, mais bien que des perturbations pourront avoir lieu ici et là, dans les prochains jours et prochains mois.

Outre les actions dans les prisons et sur le rail menées avec la CSC (lire pages 8-9), les chauffeurs des Tec wallons membres de la CGSP poursuivront ce mercredi l'arrêt de travail entamé mardi. Et ils décideront cet après-midi si le mouvement continue. A la Stib, par contre, pas de perturbations attendues aujourd'hui.

"C'est le bon moment"

Mais la mobilisation ne s'arrêtera pas là, dans le chef du syndicat socialiste. *"Il y aura des actions continuées jusqu'en septembre",* annonce Michel Meyer, président fédéral de la CGSP. *"En plus de la grève générale du 24 juin (grève organisée par l'ensemble de la FGTB, dont la CGSP), il y aura des actions dans les services publics, parfois tous ensemble, parfois plus ciblées. Mais tous les*

ministères risquent d'être impactés à un moment ou à un autre."

Le moment choisi par le syndicat socialiste des services publics (en pleine période d'examen, alors que se profilent les vacances d'été, peu propices aux mobilisations syndicales) pour lancer ce qu'il appelle lui-même une "guérilla" contre le gouvernement fédéral, en a surpris plus d'un. Mais, selon Michel Meyer, c'est maintenant qu'il faut agir. *"Les réformes des pensions sont annoncées. Le vice-Premier De Croo veut privatiser la SNCB. Le gouvernement Michel veut encore trouver 450 millions d'économies dans la fonction publique fédérale, dont un tiers au SPF Finances qui lutte pourtant contre la fraude fiscale. En septembre, Michel devra en outre faire son budget 2017. C'est donc le bon moment pour agir."*

Michel Meyer rappelle cependant que cela fait plus de trois mois que la CGSP a fourbi ses armes. *"Le 22 février dernier, nous avons déposé un préavis de grève à durée illimitée, pour permettre à tous nos secteurs (fédéraux, mais aussi régionaux et communautaires) de débrayer si nécessaire."*

Pas de doute, le syndicat socialiste s'est lancé dans un combat de longue haleine.

L. G.

→ Lire aussi nos Ripostes pages 50-51.

Pas de doute, le syndicat socialiste s'est lancé dans un combat de longue haleine.

La parole syndicale heurte les codes de l'époque

Analyse **François Brabant**

Un reproche, au moins, ne pourra pas être adressé à Marc Goblet, celui de manquer de spontanéité. En déclarant que les étudiants victimes de la grève n'avaient qu'à trouver d'autres moyens que le train pour se rendre à leurs examens, le secrétaire général de la FGTB a commis une maladresse qui pourrait lui coller longtemps aux basques. C'est en effet la loi de l'époque : toute attitude assimilée à un manque flagrant d'empathie mène au carton rouge. Pour rétablir son crédit auprès du grand public, le syndicaliste devra déployer des efforts colossaux.

De toute évidence, Marc Goblet n'a pas mesuré l'effet que ses paroles allaient déclencher. Depuis son arrivée à la tête de la FGTB en octobre 2014, où il a succédé à Anne Demelenne, le Liégeois s'est démarqué par une communication brute, sans filtre et sans chichis. Sa sincérité a rarement été prise en défaut. Au risque de l'écart de langage. Le 19 avril, en meeting à Bruxelles, le patron du syndicat socialiste avait fustigé un gouver-

nement de "gamins de merde".

Ce lundi, un échafaud a été dressé sur la Grand-Place de Mons. Le Premier ministre Charles Michel y a été pendu en effigie. Propre à une certaine culture syndicale, en particulier à la FGTB, ce type d'action suscite de plus en plus d'incompréhension. Un décalage spectaculaire s'est créé entre le mode d'expression traditionnel des syndicats et les nouveaux codes de la communication politique et économique.

Un professionnel de la communication, fin connaisseur du monde syndical, résume le malentendu. *"Ces dernières années, les partis et les entreprises ont évolué vers des stratégies de com' de plus en plus cadennassées, où les mots sont réglés comme du papier à musique. Le contraste est frappant avec les discours syndicaux, moins préparés, au style plus franc, moins compassé, où on dit ce qu'on pense, sans prendre de gants. Le grand public n'est plus habitué à ça."*

Secteurs industriels

Ce choc culturel survient alors que la contestation syndicale se trouve à un

tournant. Après avoir débuté de façon tonitruante en 2014, celle-ci a ensuite marqué le pas. Elle semble à présent renaître, mais sous une autre forme.

Le "moment" de l'automne 2014 s'était surtout joué dans les entreprises : trois jours de grèves tournantes dans les provinces, suivis d'une grève générale à l'échelle nationale. Pour résumer crûment, ces actions visaient à faire perdre un maximum d'argent aux employeurs. Il fallait faire paniquer ces acteurs influents de la vie économique, pour qu'ils appellent eux-mêmes le gouvernement

En 2014, le but des syndicats était de galvaniser leurs militants. En 2016, ils doivent convaincre une opinion publique hésitante.

à lâcher du lest, au nom de la stabilité sociale. La stratégie impliquait pour l'essentiel les noyaux militants des secteurs industriels et des grandes entreprises publiques. Dans un tel schéma, où prédomine le rapport de forces direct, seule une petite moitié des travailleurs salariés est engagée dans l'action, pas plus.

Dix-huit mois plus tard, le vent a tourné. Les composantes néerlandophones de la FGTB comme de la CSC ne souhaitent plus s'engager dans des grèves générales. Cette nouvelle donne appelle une autre stratégie : tenter de convaincre un maximum de citoyens que les mesures gouvernementales sont néfastes, avec l'espoir de faire ainsi reculer les partis de la coalition fédérale, soucieux de ne pas perdre les prochaines élections.

Cacophonie

Le plan n'a une chance de fonctionner qu'à condition d'élargir les rangs initiaux – en direction des étudiants, des travailleurs des PME, des chômeurs, des pensionnés... En bonne logique, cela devrait pousser les syndicats à adopter un ton plus consensuel. Le but n'est plus de

galvaniser des militants convaincus, mais de faire basculer une opinion publique hésitante.

Egidio Di Panfilo, le secrétaire général de la section liégeoise du Setca, la centrale des employés, a fait ses calculs. "La FGTB compte 50 000 militants. Ceux-là ont

compris le message, ils sont convaincus par nos actions, sauf 10 % d'entre eux qui estiment qu'on n'en fait pas encore assez. Mais à mon sens, l'enjeu est surtout ailleurs. Dans les médias, c'est en priorité à nos 1,5 million de membres qu'on doit s'adresser, des gens qui se sont affiliés à la FGTB pour de multiples raisons. On peut ajouter les 1,7 million d'affiliés de la CSC. La communication, elle doit se concevoir à l'attention de cet ensemble-là. Si on arrive à convaincre ces 3,2 millions de person-

nes, ce sera déjà très bien. Mais je le dis tout net, pour l'instant, ce n'est pas le cas."

Rivés à leur partition de toujours, les états-majors syndicaux peinent aux impératifs de l'époque. A la FGTB, le problème se double d'une cacophonie grandissante – un handicap dont la CSC, historiquement plus disciplinée, souffre moins.

Les grèves n'ont jamais fait reculer les gouvernements

■ La CGSP wallonne entend donc faire tomber ce gouvernement pour l'empêcher de mener à bien ses mesures d'austérité. Utopie ? Aucune grève n'a jamais à la fois fait tomber un gouvernement et empêché un train de mesures. La grogne syndicale a cependant parfois fragilisé une coalition (celle de Leo Tindemans, démissionnaire en 1977 par exemple) ou conduit à des corrections sociales.

Décembre 1960

GOUVERNEMENT G. EYSKENS

Le 4 novembre 1960, le gouvernement social-chrétien/libéral dépose un plan d'austérité connu sous le nom de loi unique. Un mouvement syndical spontané se lève dans la seule Wallonie. Le gouvernement tombe en janvier 1961. Mais la loi "unique" est bel et bien adoptée.

21 mai 1986

GOUVERNEMENT W. MARTENS

Le 3 avril 1986, le gouvernement social-chrétien/libéral boucle un nouveau plan de réduction budgétaire – le plan Val Duchesse. Une grève générale est menée le 21 mai. Puis des manifs. Mais le plan est adopté le 28 mai. Le 19 octobre 1986, le gouvernement tombe. Officiellement sur Fourons.

26 novembre 1993

GOUVERNEMENT DEHAENE

Le gouvernement social-chrétien/socialiste adopte le plan global pour faire entrer la Belgique dans l'union monétaire. Les grèves, singulièrement celle du 26 novembre, n'empêcheront pas son adoption.

7 octobre 2005

GOUVERNEMENT VERHOFSTADT

En octobre 2005, le gouvernement libéral/socialiste sort un plan visant à réduire les prépensions. La FGTB part seule à la grève. Le "pacte de solidarité entre les générations" est adopté au Parlement le 23 décembre 2005.

30 janvier 2012

GOUVERNEMENT DI RUPO

Dans son programme, la coalition socialiste/libérale/sociale-chrétienne annonce des mesures de restrictions en matière de chômage et de pension. Les syndicats réagissent et organisent une grève générale en janvier 2012. Ils obtiendront l'une ou l'autre avancée. Mais le dispositif général est maintenu.

15 décembre 2014

GOUVERNEMENT MICHEL

La coalition MR/N-VA/CD&V/Open VLD présente des réformes importantes sur le plan des pensions et de la modération salariale. Les syndicats s'y opposent. Sans succès.